

*Initiatives ministérielles*

négociations sur les mesures visant à accroître la confiance et la sécurité. On peut avoir recours à ce centre aux fins de recherche, de conciliation, de médiation et d'arbitrage en cas de conflit.

Quatrièmement, dans la nouvelle CSCE, il y a la question des entretiens sur la réduction des forces. Le sommet de Paris doit mener à une entente sur les forces conventionnelles en Europe. Une fois signée, cette entente, en gestation depuis des années, entraînera une réduction importante des armes conventionnelles. On ne peut pas bâtir une nouvelle Europe si les caractéristiques de l'ancienne Europe persistent et si on ne peut pas s'entendre sur la façon de les faire disparaître.

Cinquièmement, on doit renforcer le rôle transatlantique et paneuropéen de la CSCE. On veut une Europe qui jette un pont sur l'Atlantique, une Europe qui est un concept et non seulement un continent, une Europe qui reflète l'esprit d'ouverture dans lequel la CSCE a été fondée.

En résumé, la CSCE fournit les éléments essentiels d'une Europe ouverte. Elle compte sur la participation de l'Union soviétique et de l'Amérique du Nord. La nouvelle Europe doit être une Europe forte, un tissu hémisphérique de réalisations, de principes et d'engagements communs. La CSCE peut être un instrument de cette vaste Europe, une Europe dont l'étendue accroîtra la prospérité et renforcera la paix.

Comme la sécurité en Europe repose de moins en moins sur l'équilibre militaire et de plus en plus sur la stabilité politique et la prospérité économique, la CSCE doit, à son tour, élargir son mandat initial afin que la nouvelle Europe puisse se réaliser pleinement. Nous devons contribuer de façon constructive à la croissance de la nouvelle Europe et de la CSCE, et nous nous trouverons à contribuer à la croissance d'un nouvel ordre universel. Je crois que c'est justement ce que les cinq initiatives que j'ai mentionnées permettront de faire.

**Mme Beryl Gaffney (Nepean):** Monsieur le Président, étant donné le prochain sommet des chefs d'État et des chefs de gouvernement à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tiendra à Paris, le 19 novembre 1990, je suis heureuse de pouvoir prendre la parole ici cet après-midi.

La situation de l'Europe a changé de façon irréversible. Celle-ci a subi une transformation radicale au cours des cinq dernières années. La perestroïka et la glasnost de Mikhaïl Gorbatchev ont donné aux Soviétiques la confiance nécessaire pour demander d'autres changements.

Par ailleurs, le statut de l'Europe de l'Est a connu une métamorphose encore plus spectaculaire l'an dernier. Il est difficile d'exagérer l'impact de ces changements, non seulement en Europe, mais sur toute la scène internationale.

Étant donné que l'ordre mondial a été déterminé par les tensions entre l'Est et l'Ouest au cours des 40 dernières années, cet ordre va nécessairement être modifié par suite de l'évolution de la situation. En qualité d'intervenant, le Canada doit être au courant de la nature et de la portée des changements et être au moins prêt à réagir et, idéalement, à voir venir.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe fournit au Canada une tribune qui lui permettra de participer au modelage d'une nouvelle Europe prospère et pacifique.

Je voudrais ici parler des changements incroyables qui se sont produits en Europe—changements qui ont conféré à la CSCE une importance historique nouvelle: la réunification de l'Allemagne et, par voie de conséquence, la réunification symbolique de l'Europe et, à toutes fins pratiques, la fin de la guerre froide. Nous avons tous été émerveillés par la rapidité et l'étendue des changements. Les gouvernements communistes totalitaires de l'Europe de l'Est ont pratiquement disparu.

La rapidité, le degré et les conséquences de ces transformations ont varié, mais le thème a été le même presque partout en Europe de l'Est: la démocratisation et le rejet fondamental du marxisme-léninisme en tant que principe de base de l'économie et du gouvernement. On ne peut passer sous silence le rôle déterminant joué par le dernier récipiendaire du prix Nobel de la paix, Mikhaïl Gorbatchev.

Les nouvelles politiques adoptées, ainsi que plusieurs discours prononcés par M. Gorbatchev depuis 1985, ont montré de plus en plus clairement qu'un changement fondamental de philosophie était en train de se produire aux plus hauts échelons du Kremlin.

Comme le faisait remarquer un analyste d'expérience, M. Gorbatchev a allumé un détonateur qui a provoqué une série de rapides explosions politiques dans toute l'Europe de l'Est.

L'adoption des réformes soviétiques signifiait, premièrement, que les citoyens des autres pays allaient attendre ou vouloir des changements semblables, étant donné le rôle historique de chef de file des Soviétiques en matière de politique au sein du bloc communiste; deuxièmement, cette mesure signifiait que l'URSS n'avait plus le droit d'empêcher les réformes hors de ses frontières.